

Géopolitique des OGM

●●● **Peter Henriot s.j.**, Lusaka (Zambie)

Directeur du Jesuit Centre for Theological Reflection¹

Les controverses et pressions exercées sur la Zambie, alors qu'elle refusait l'introduction de cultures génétiquement modifiées, sont une parfaite illustration de ce que peut être l'impact de la mondialisation sur un pays du Tiers-Monde. Ce qui aurait pu être une simple dispute scientifique concernant les conséquences pour l'environnement et la santé de l'introduction de maïs américain génétiquement modifié est devenu une vaste intrigue internationale et un imbroglio diplomatique de grande envergure.

Vers la mi-2002, il devint clair que la Zambie et plusieurs autres pays du sud du continent africain allaient au-devant de sérieux problèmes de pénurie alimentaire. Par manque de pluie, les récoltes s'annonçaient insuffisantes. En réponse à l'appel lancé par le président zambien Mwanasawa, les Etats-Unis offrirent à la Zambie un prêt de 50 millions de dollars pour l'achat de maïs qui servirait à des mesures d'aide d'urgence. Venant des Etats-Unis, ce serait du maïs génétiquement modifié.²

Comme la Zambie n'avait pas encore officiellement introduit des cultures génétiquement modifiées, la question se posa de savoir s'il était sage d'accepter cette offre. Au début du mois d'août, le président réunit d'urgence des spécialistes pour débattre publiquement de la question. La participation fut large et variée : scientifiques au service du gouvernement, chercheurs universitaires, représentants du Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres bailleurs de fonds, membres de la société civile et d'associations d'agriculteurs, chefs coutumiers, etc. Des membres du Parlement et d'autres dirigeants politiques importants étaient également présents.

Une majorité des opinions exprimées se dégagèrent en faveur de l'invocation du « principe de précaution », internationalement reconnu, à savoir qu'il est

préférable d'attendre que les questions relatives à l'environnement et à la santé soient résolues avant d'introduire dans le pays des aliments génétiquement modifiés. Pour y voir plus clair, un groupe de scientifiques zambiens fut envoyé aux Etats-Unis et dans d'autres pays (voyage sponsorisé par les Américains). De retour en Zambie, ils soumièrent au président un rapport suggérant de maintenir l'interdiction. Ce qui fut fait, et telle est encore la situation aujourd'hui.

Réaction des Etats-Unis

Pour faire face à la disette, le gouvernement zambien lança alors un nouvel appel international pour une aide en aliments « non génétiquement modifiés ». Le président Mwanasawa expliqua qu'il était préférable que quelques-uns souffrent de la faim plutôt que de tolérer que beaucoup soient empoisonnés. La

1 • Cet article est paru dans *Promotio Iustitiae*, n° 79, Rome 2003, pp. 20-22.

2 • Les Etats-Unis sont le plus gros producteur mondial de produits bio-technologiques : plus de 88 millions d'acres ont été plantés en 2001, soit 68 % de toute la surface de plantations bio-technologiques. L'Argentine occupe la deuxième position comme producteur (22 %), suivie par le Canada (6 %) et la Chine (3 %). Voir **James Stamps**, *Trade in Biotechnology Food Products*, in « International Economic Review », novembre/décembre 2002, p. 5.

réaction des Etats-Unis fut aussi rapide que virulente. La position du gouvernement zambien fut sévèrement critiquée, ses arguments ridiculisés et ceux qui la soutenaient tournés en dérision. Ajoutez à cela des pressions politiques et des menaces de mesures de rétorsion. Tony Hall, ambassadeur américain auprès de la FAO (Rome), l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, alla même jusqu'à suggérer que tous les chefs de gouvernement qui refusaient l'aide alimentaire génétiquement modifiée devraient être jugés par la Cour internationale de justice pour génocide de leur propre peuple... (Ce qui ne manque pas de piquant lorsque l'on sait que les Etats-Unis ne reconnaissent pas la juridiction de la Cour internationale de justice !)

Ce qui est clair, c'est que l'initiative de la Zambie a touché une corde sensible : la controverse entre les Etats-Unis et l'Union européenne à propos de l'importation d'aliments génétiquement modifiés. A l'heure actuelle, l'Europe interdit l'entrée de ces produits, à moins qu'ils ne soient clairement étiquetés comme tels, une décision qui n'a jamais été acceptée par les Etats-Unis.

Comme ceux-ci envoient des produits agricoles génétiquement modifiés dans d'autres pays africains, la position de la Zambie est perçue comme un dangereux précédent qui pourrait entraîner un effet de vague négatif. Dans une perspective géopolitique de mondialisation du commerce, ceci est en effet dangereux.

Les jésuites critiqués

La réaction américaine ne reflète donc pas uniquement une préoccupation d'ordre humanitaire pour une population qui a faim. Cela saute aux yeux si

l'on considère l'offensive montée par le gouvernement américain contre deux institutions jésuites de Zambie, considérées comme influentes dans ce débat public sur la réception ou non de produits agricoles génétiquement modifiés. Le Centre de formation agricole Kasisi (Kasisi Agricultural Training Centre ou KATC) travaille avec des petites entreprises agricoles. Le Centre des jésuites pour la réflexion théologique (Jesuit Centre for Theological Reflection, JCTR) est un lieu de recherche et d'action sociale. Les deux institutions avaient élaboré ensemble, avant même la controverse, une étude scientifique sur l'impact que pourrait avoir sur le secteur agricole l'introduction de récoltes génétiquement modifiées. Elles furent invitées à présenter leurs conclusions lors de la réunion mentionnée plus haut. Les résultats de leurs recherches rejoignaient la décision finale prise par le gouvernement zambien de ne pas accepter le maïs GM.

Je vous donne ma paix

(Jn 14,27)

Rencontre de réflexion et de prière dans l'esprit de la décennie
« Vaincre la violence : les Eglises en quête de réconciliation et de paix »
organisée par le RECG et le COE

Dimanche 18 janvier 2004, 16h -18h
COE, 150 rte de Ferney, Genève

S'accueillir dans la diversité et mieux se connaître grâce à une présentation des Eglises et Communautés chrétiennes de Genève.

Partager nos désirs personnels de paix là où nous vivons.

Prier pour la paix dans le monde en référence à notre héritage commun : le Christ Jésus.

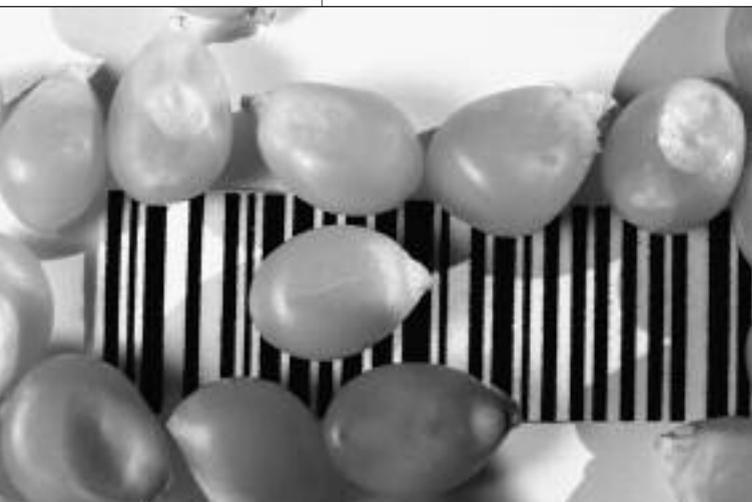
D'après l'étude du KATC-JCTR, l'introduction de cultures génétiquement modifiées causerait à long terme de sérieux problèmes, tels qu'une diminution de la production, l'augmentation de l'utilisation d'herbicides et une réduction de la biodiversité. Cela entraînerait parfois des résultats imprévisibles et diminuerait les revenus des petits agriculteurs qui fournissent 80 % des besoins alimentaires de la Zambie. Des considérations de justice sociale furent également mises en avant : une agriculture qui donne du travail à beaucoup et fait vivre de nombreuses familles serait remplacée par une culture intensive et commerciale, réalisée par de grandes entreprises à la mécanisation poussée. On pourrait alors s'attendre à une augmentation du chômage et l'autonomie alimentaire du pays serait menacée.

Certes, la position prise par les auteurs de cette étude était controversée scientifiquement, politiquement et moralement, mais elle laissait également une ouverture à la discussion, dans un dialogue respectueux. Ce rapport fut placé sur le site interne du JCTR et envoyé à des responsables d'Eglises, d'ONG, à

des membres du corps diplomatique et à d'autres personnes intéressées. Des réactions favorables provinrent de certains groupes internationaux (Food First, Friends of the Earth) et des critiques d'autres (des scientifiques agronomes qui avaient travaillé pour Monsanto). Tout cela était prévisible. Dans l'ensemble, la controverse se calma après que le gouvernement zambien eut pris sa décision.

C'est alors que subitement une tempête éclata sur le plan diplomatique. L'engagement des jésuites dans ce débat en était le centre. Il fut annoncé par voie de presse que Colin Powell, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, avait écrit au Vatican pour demander que les évêques zambiens remettent en question la position de leur gouvernement. L'ambassadeur américain auprès du Vatican rendit visite à la curie générale des jésuites pour solliciter les autorités à intervenir auprès du JCTR, dans le but de lui faire comprendre que sa position causait un grand tort aux Zambiens affamés. Le chef de l'USAID, à Washington, accusa les jésuites d'être insensibles à la situation dramatique du pays. Des articles apparurent dans la presse américaine accusant le KATC et le JCTR d'irresponsabilité dans leurs recherches et dans leur soutien de la position du gouvernement zambien.³

Le directeur du JCTR discuta alors de l'affaire avec le représentant de l'USAID en Zambie et des officiels de



3 • Suite à toute cette polémique, le Conseil pontifical Justice et Paix a organisé les 10 et 11 novembre un sommet scientifique sur le thème des OGM, le Saint-Siège souhaitant s'engager dans ce débat. Le scientifique jésuite Roland Lesseps du KATC est intervenu lors de ce sommet (n.d.l.r.).

l'ambassade des Etats-Unis à Lusaka. Deux membres du GAO⁴ (l'audit officiel du Congrès américain) lui rendirent visite pour obtenir son opinion personnelle. Questions et commentaires affluèrent au JCTR, en provenance de groupes divers et des quatre coins du monde. Certains lui étaient favorables, d'autres pas.

Estimant que leur position était basée sur de solides données scientifiques et dans la ligne de l'enseignement social de l'Eglise, le KATC et le JCTR ne changèrent pas d'avis.

Leçons à tirer

Tant la recherche que le travail de conscientisation dans le domaine des OGM se poursuivent aujourd'hui en Zambie et ailleurs. Cependant, ce n'est pas la priorité des priorités du KATC (la formation des agriculteurs pauvres à une agriculture durable qui leur permet de subvenir à leurs besoins l'est davantage). Ce n'est pas non plus le cœur des activités du JCTR (des questions telles que l'annulation de la dette internationale et l'équité des salaires lui demandent davantage de temps et d'énergie). Toutefois, il s'agit là d'un problème dont l'importance morale et politique est capitale et qui ne disparaîtra pas de sitôt.

Dans un discours de la mi-mai 2003, le président Georges Bush a dit à nouveau que priver les pays africains de produits agricoles génétiquement modifiés contrarierait les efforts faits pour lutter contre la faim. Les Etats-Unis continueront donc à faire pression pour que les produits génétiquement modifiés soient plus largement acceptés.

Cette controverse en Zambie peut paraître mineure comparée à d'autres questions internationales autrement plus brûlantes, telles que l'occupation de l'Irak et le terrorisme. Mais il faut la considérer comme faisant partie du paysage plus large de la mondialisation. Elle met bien à jour les connivences géopolitiques du commerce mondial allié aux influences politiques et aux intérêts des grandes sociétés multinationales. Par ailleurs, elle révèle le rôle constructif que peuvent jouer la société civile, les groupes d'Eglises, les jésuites et leurs collègues.

Au moins trois leçons sont à retenir : si vous mettez en doute les positions prises par des acteurs puissants, tels que les Etats-Unis et ses partenaires, les multinationales, assurez-vous que vos arguments sont fondés sur une analyse scientifique rigoureuse (vous n'éviterez sans doute pas la controverse, mais votre compétence ne pourra pas être prise en défaut) ; soyez clairs et affirmez, dès le départ, que la justice sociale et l'option pour les pauvres sont les principes directeurs de votre plaidoyer ; mettez-vous en contact avec d'autres personnes ou groupes ayant des intérêts et valeurs similaires ou partageant votre compétence.

Telle est la force des jésuites qui, par exemple, participent au Réseau international des jésuites pour le développement (UND).

P. H.

4 • Bureau de la comptabilité générale, General Accounting Office (GAO).